A^o. 1892  N°. 16.

PUBLICATIE-BLAD.

PUBLICATIE,

waarbij afgekondigd wordt het Koninklijk besluit van den 29n April 1892 (*Staatsblad No.* 96), *ter bekendmaking van de tusschen* Nederland *en de* Dominikaansche Republiek *op* 1 *Mei* 1891 *te* 's Gravenhage *gesloten consulaire overeenkomst.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Van wege de Koningin den last ontvangen hebbende tot afkondiging van onderstaand besluit:

STAATSBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN.

(**No. 96.**) **BESLUIT** *van den 29sten April* 1892, *ter bekendmaking van de tusschen* Nederland *en de* Dominikaansche Republiek *op* 1 *Mei* 1891 *te* 's Gravenhage *gesloten consulaire overeenkomst.*

IN NAAM VAN HARE MAJESTEIT WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

WIJ EMMA, KONINGIN-WEDUWE, REGENTES VAN HET KONINRIJK,

Gezien de tusschen *Nederland* en de *Dominikaansche Republiek* op 1 Mei 1891 te *'s Gravenhage* gesloten consulaire overeenkomst, waarvan een gewaarmerkte afdruk, met de vertaling, gehecht blijft aan dit besluit, en daarvan een onafscheidelijk deel uitmaakt;

Gelet dat de Nederlandsche en Dominikaansche akten van bekrachtiging, respectievelijk gedagteekend van 11 Juli en 30 September 1891, den 18den Maart 1892 te *Parijs* zijn uitgewisseld;

Op de voordracht van den Minister van Buitenlandsche Zaken, van 25 April 1892, No. 3443, afdeeling Algemeen Secretariaat;

Hebben goedgevonden en verstaan, de bekendmaking van bedoelde overeenkomst en van de vertaling te bevelen door plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad*.

De Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, worden belast, ieder voor zooveel hem betreft, met de uitvoering der bepalingen in voornoemde overeenkomst vervat.

's Gravenhage, den 29sten April 1892.

EMMA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
VAN TIENHOVEN.

Uitgegeven den *derden* Mei 1892.
De Minister van Justitie,
SMIDT.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et en Son nom,

Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume des Pays-Bas, voulant resserrer les liens d'amitié existant entre le Royaume des Pays-Bas et la République Dominicaine et assurer aux relations de commerce si heureusement établies entre les deux nations le développement le plus ample possible, a, pour atteindre ce but et pour satisfaire à un désir exprimé par le Gouvernement de cette République consenti à admettre des consuls Dominicains dans les principaux ports des colonies Néerlandaises, sous la réserve toutefois de faire de cette concession l'objet d'une convention spéciale, qui déterminât d'une manière claire et précise les droits, devoirs et immunités de ces consuls dans les dites colonies.

A cet effet Sa Majesté la Reine Régente du Royaume des Pays-Bas a nommé:

le jonkheer C. HARTSEN, commandeur de l'ordre du Lion-Néerlandais, chavalier de deuxième classe de l'ordre du Lion d'Or de la maison de Nassau, etc., etc.; et

le baron A. MACKAY, commandeur de l'ordre du Lion Néerlandais, Ministres des Affaires Etrangères et des Colonies de Sa Majesté la Reine WILHELMINA;

et le Président de la République Dominicaine:

le baron E. DE ALMEDA, grand'croix de l'ordre d'Isabelle la Catholique, commandeur de l'ordre de la Légion d'Honneur, etc., etc., Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Dominicaine près la Cour Royale des Pays-Bas;

lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleinspouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1.

Des consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires Dominicains seront admis dans tous les ports des possessions d'outremer ou colonies des Pays-Bas, qui sont ouverts aux navires de toutes nations.

Article 2.

Les consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agents consusulaires Dominicains sont considérés comme des agents commerciaux, protecteurs du commerce maritime de leurs nationaux, dans les ports de la circonscription de leur arrondissement consulaire.

Ils seront sujets aux lois tant civiles que pénales du pays où ils résident, sauf les exceptions que la présente convention établit en leur faveur.

Article 3.

Les consuls-généraux, consuls, et vice-consuls avant d'être admis à l'exercice de leurs fonctions et de jouir, des immunités qui y sont attachées, doivent produire une commission en due forme au Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas.

Après avoir obtenu l'exequatur, qui sera aussi promptement que possible contresigné par le Gouverneur de la colonie, les dits fonctionnaires consulaires de tout grade auront droit à la protection du Gouvernement et à l'assistance des autorités locales, pour le libre excercice de leurs fonctions.

Le Gouvernement, en accordant l'exéquatur, se réserve la faculté de le retirer ou de le faire retirer par le Gouverneur de la colonie, en indiquant les motifs de cette mesure.

Article 4.

Les consuls-généraux, consuls et vice-consuls sont autorisés à placer au dessus de la porte extérieure de leur maison un tableau aux armes de leur Gouvernement, avec l'inscription: Consulat ou Vice-Consulat de la République Dominicaine.

Il est bien entendu que cette marque extérieure ne pourra jamais être considérée comme donnant droit d'asile, ni comme pouvont soustraire la maison et ceux qui l'habitent aux poursuites de la justice territoriale.

Article 5.

Il est néanmoins entendu, que les archives et documents relatifs aux affaires consulaires seront protégés contre toute re-

cherche et qu'aucune autorité ni aucun magistrat ne pourra d'une manière quelconque et sous aucun prétexte les visiter, les saisir ou s'en enquérir.

Article 6.

Les consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires ne sont investis d'aucun caractère diplomatique.

Toute demande à adresser au Gouvernement Néerlandais devra avoir lieu par l'entremise de l'agent diplomatique accrédité auprès de la Cour Royale ou auprès du Gouvernement des Pays-Bas.

A défaut de celui-ci et en cas d'urgence, le consul-général, consul ou vice-consul peut faire lui-même la demande au Gouverneur de la colonie, prouvant l'urgence et exposant les motifs pour lesquels la demande ne pourrait être adressée aux autorités subalternes, ou en démontrant que les demandes, antérieurement adressées à ces autorités, seraient restées sans effet.

Article 7.

Les consuls-généraux et les consuls ont la faculté de nommer des agents consulaires dans les ports mentionnés à l'article 1.

Les agents consulaires pourront être indistinctement des sujets Néerlandais, des sujets Dominicains ou des nationaux de tout autre pays, résidant ou pouvant, aux termes des lois locales, être admis à fixer leur résidence dans le port, où l'agent consulaire sera nommé. Ces agents consulaires dont la nomination sera soumise à l'approbation du Gouverneur de la colonie, seront munis d'un brevet délivré par le consul, sous les ordres duquel ils exerceront leurs fonctions.

Le Gouverneur de la colonie peut en tout cas retirer aux agents consulaires, en communiquant au consul-général ou consul les motifs d'une telle mesure, l'approbation dont il vient d'être parlé.

Article 8.

Les passeports, délivrés ou visés par les fontionnaires consulaires de tout grade, ne dispensent nullement de se munir de tous les actes requis par les lois locales pour voyager ou s'établir dans les colonies.

Au Gouverneur de la colonie est réserve le droit de défendre le sejour dans la colonie, ou d'ordonner la sortie de l'individu, auquel serait délivré un passeport.

Article 9.

Lorsqu'un navire Dominicain viendra à échouer sur les côtes d'une des colonies Néerlandaises, le consul-général, consul, vice-consul on agent consulaire, présent sur le lieu même du naufrage ou du sauvetage, prendra en l'absence

ou du consentement du capitaine toutes les mesures nécessaires et propres à sauver le navire, la cargaison et tout ce qui y appartient.

En l'absence du consul-général, consul, vice-consul ou agent consulaire les autorités Néerlandaises du lieu, où le navire aura échoué, prendront les mesures prescrites par les lois de la colonie.

Article 10.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires peuvent, pour autant que l'extradition des déserteurs des navires Domicains, marchands ou de guerre, a été stipulée par traité, requérir l'assistance des autorités locales pour l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déserteurs de ces navires; ils s'adresseront à cet effet aux fonctionnaires compétents et réclameront les dits déserteurs par écrit, en prouvant par les registres du navire, les rôles d'équipage, ou par tout autre document authentique, que les individus réclamés faisaient partie des équipages. La réclamation étant appuyée de cette manière, l'extradition sera accordée. Les autorités locales seront tenues à exercer toute l'autorité qu'elles possèdent, afin que l'arrestation des déserteurs ait lieu. Ces déserteurs arrêtés seront mis à la disposition desdits fonctionnaires consulaires, et pourront être écroués dans les prisons publiques, à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, afin d'être dirigés sur les navires auxquels ils appartiennent, ou sur d'autres navires de la même nation. Mais si ces déserteurs ne sont pas renvoyés dans les trois mois, à partir du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu toutefois, que si le déserteur se trouvait avoir commis quelque crime, délit ou contravention, il pourra être sursis à son extradition, jusqu'à ce que le tribunal, saisi de l'affaire, ait rendu sa sentence, et que celle-ci ait reçu son exécution.

Article 11.

Lorsqu'un sujet Dominicain vient à décéder sans laisser d'héritiers connus ou d'exécuteurs testamentaires, les autorités Néerlandaises, chargées selon les lois de la colonie de l'administration de la succession, en donneront avis aux fonctionnaires, consulaires afin de transmettre aux intéressés les informations nécessaires.

Article 12.

Les consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de la République Dominicaine ont, en cette qualité, pour autant que la législation Dominicaine le permet, le droit d'être

nommés arbitres dans les différends qui pourront s'élever entre les capitaines et les équipages des navires Dominicains et ce sans l'intervention des autorités locales, à moins que la conduite du capitaine ou des équipages n'ait été de nature à troubler l'ordre et la tranquillité du pays, ou que les consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires ne requièrent l'assistance des dites autorités pour mettre leurs décisions à exécution ou en maintenir l'autorité.

Il est toutefois entendu que ce jugement ou arbitrage spécial ne privera pas les parties en litige du droit d'en appeler, à leur retour, aux autorités judiciares de leur propre pays, quand la législation de ce dernier leur reconnaît ce droit.

Article 13.

Les consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, qui ne sont ni sujets des Pays-Bas, ni, au moment de leur nomination, établis, comme habitants, dans le Royaume des Pays-Bas ou ses colonies, et qui en outre n'exercent aucune fonction, profession ou commerce outre leurs fonctions consulaires, sont, pour autant que dans la république Dominicaine les mêmes faveurs seraient accordées aux consuls-généraux, consuls et vice-consuls des Pays-Bas, exempts du logement militaire, de l'impôt personnel et de plus de toutes les impositions publiques ou municipales, qui seraient considérées comme étant d'une nature personelle. Cette exemption ne peut jamais s'étendre aux droits de douane ou autres impôts indirects ou réels.

Les consuls-généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires, qui ne sont point indigènes ou sujet reconnus des Pays-Bas, mais qui exerceraient conjointement avec leurs fontions consulaires, une profession ou un commerce quelconque, sont tenus de supporter et de payer comme les sujets Néerlandais et autres habitants les charges, impositions et contributions.

Les consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, sujets des Pays Bas, mais auxquels il a été accordé d'exercer des fonctions consulaires, conférées par le Gouvernement Dominicain sont obligés d'acquitter toutes les impositions ou contributions de quelque nature qu'elles puissent être.

Article 14.

Les consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires Dominicains jouiront de tous les autres privilèges, exemptions et immunités dans les colonies Néerlandaises, qui pourraient par la suite être accordés aux agents de même rang de la nation la plus favorisée.

Article 15.

Le présente convention restera en vigueur pendant cinq ans à partir de l'échange des ratifications, lequel aura lieu aussitôt que faire se pourra.

Dans le cas où ni l'une ni l'autre des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant l'expiration de la dite période de cinq années son intention d'en faire cesser les effets, la convention continuera à rester en vigueur pendant encore une année à partir du jour où l'une des deux parties l'aura dénoncée.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à La Haye, en double, le 1er Mai 1891.

(*L. S.*) (*Signé*) HARTSEN.

(*L. S.*) (*Signé*) EMANUEL DE ALMEDA.

(„) („) MACKAY.

VERTALING.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en in HD. naam.

Hare Majesteit de Koningin-Regentes der Nederlanden de vriendschapsbanden, die tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en de Dominicaansche Republiek bestaan, wenschende toe te halen, en aan de handelsbetrekkingen, die zoo gelukkig tusschen de beide natiën tot stand zijn gebracht, de meest mogelijke uitbreiding willende verzekeren, heeft, ten einde dat doel te bereiken en om te voldoen aan een door de Regeering van genoemde republiek te kennen gegeven verlangen, toegestemd in het toelaten van Dominicaansche consuls in de voornaamste havens der Nederlandsche koloniën, onder voorbehoud evenwel deze vergunning tot het onderwerp te maken eener uitdrukkelijke overeenkomst, waarbij de rechten, verplichtingen en vrijdommen dier consuls in de gezegde koloniën duidelijk en nauwkeurig worden omschreven.

Te dien einde heeft Hare Majesteit de Koningin-Regentes van het Koninkrijk der Nederlanden benoemd :

Jonkheer C. HARTSEN, commandeur der Orde van den Nederlandschen Leeuw, ridder tweede klasse der Orde van den Gouden Leeuw van het Huis van Nassau, enz., enz., en

Baron A. MACKAY, commandeur der Orde van den Nederlandschen Leeuw, enz, enz., Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Koloniën van Hare Majesteit Koningin WILHELMINA;

en de President der Dominicaansche republiek:

Baron E. VAN ALMEDA, Grootkruis der Orde van Isabella la Catholica, commandeur der Orde van het Legioen van Eer, enz., enz., Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister der Dominicaansche republiek bij het Koninklijk Hof der Nederlanden;

die, na wederkeerige mededeeling hunner volmachten, welke in goeden en behoorlijken staat zijn bevonden, omtrent de navolgende artikelen zijn overeengekomen:

Artikel 1.

Er worden Dominicaansche consuls-generaal, consuls, viceconsuls en consulaire agenten toegelaten in al de havens van de overzeesche bezittingen of koloniën der Nederlanden, welke open zijn voor de schepen van alle landen.

Artikel 2.

De Dominicaansche consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten worden beschouwd als handels-agenten, ter bescherming van den zeehandel hunner landgenooten, in de havens van het ressort van hun consulair arrondissement.

Zij zijn onderworpen zoowel aan de burgerlijke als aan de strafwetten des lands, waar zij gevestigd zijn, onverminderd de uitzonderingen, die de tegenwoordige overeenkomst in hun belang vaststelt.

Artikel 3.

De consuls-generaal, consuls en vice-consuls, alvorens tot de uitoefening hunner werkzaamheden te worden toegelaten en het genot te hebben van de vrijdommen, die daaraan verbonden zijn, leggen aan de Regeering van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden eene commissie in behoorlijken vorm over.

Nadat het exequatur, 't welk zoo spoedig mogelijk door den Gouverneur der kolonie zal worden mede-onderteekend, is verleend, hebben gezegde consulaire ambtenaren van allen rang recht op de bescherming der Regeering en op den bijstand der plaatselijke overheid voor de vrije uitoefening hunner betrekking.

De Regeering behoudt zich, bij het verleenen van het exequatur, de bevoegdheid voor dit weder in te trekken of door den Gouverneur der kolonie te doen intrekken, met opgave der redenen van dien maatregel.

Artikel 4.

De consuls-generaal, consuls en vice-consuls zijn gerechtigd boven de buitendeur hunner woning het wapen van hunne Regeering te plaatsen, met het opschrift: Consulaat of Vice-Consulaat der Dominicaansche republiek.

Het is uitdrukkelijk verstaan, dat dit uitwendig teeken nimmer kan worden aangemerkt als gevende het jus asyli, noch als kunnende de woning en hare bewoners onttrekken aan de vervolging der plaatselijke justitie.

Artikel 5.

Het staat echter vast, dat de archieven en bescheiden betreffende de consulaire zaken tegen elk onderzoek zullen beschermd zijn, en dat geen overheid of ambtenaar de bevoegdheid zal hebben, die op eenigerhande wijze of onder eenig voorwendsel te onderzoeken, in beslag te nemen, of daarvan inzage te hebben.

Artikel 6.

De consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten zijn met geenerhande diplomatieke waardigheid bekleed.

Iedere aanvrage, die aan de Nederlandsche Regeering moet worden gedaan, geschiedt door tusschenkomst van den diplomatieken agent, geaccrediteerd bij het Koninklijk Hof of bij de Regeering der Nederlanden.

Bij gebreke van dezen en in spoedvereischende gevallen, kan de consul generaal, consul of vice-consul zelf de aanvrage doen aan den Gouverneur der kolonie, daarbij het dringende der zaak bewijzende en de redenen uiteenzettende, waarom de aanvrage niet aan de ondergeschikte overheid kan worden gedaan, of aantoonende, dat de vroegere aanvragen, aan deze overheden gedaan, zonder gevolg zijn gebleven.

Artikel 7.

De consuls-generaal en de consuls zijn bevoegd consulaire agenten te benoemen in de havens, vermeld in art. 1.

De consulaire agenten kunnen zonder onderscheid zijn Nederlandsche onderdanen, Dominicaansche onderdanen of onderdanen van elk ander land, gevestigd of kunnende volgens de bepalingen der plaatselijke wetten worden toegelaten tot het zich vestigen in de havens, waar de consulaire agent wordt aangesteld. Deze consulaire agenten, wier benoeming onderworpen is aan de goedkeuring van den Gouverneur der kolonie, worden voorzien van eene aanstelling, afgegeven door den consul, onder wiens bevelen zij werkzaam moeten zijn.

De Gouverneur der kolonie kan in ieder geval de goedkeuring, waarvan zoo even is gesproken, aan de consulaire

agenten ontnemen, onder mededeeling der redenen van zoodanigen maatregel aan den consul-generaal of consul.

Artikel 8.

De paspoorten, door consulaire ambtenaren van allen rang afgegeven of geviseerd, ontslaan geenszins van de verplichting om zich te voorzien van al de stukken, door de plaatselijke wetten tot het reizen of zich vestigen in de koloniën gevorderd.

Het recht om het verblijf in de koloniën te ontzeggen, of de verwijdering te bevelen van den persoon, aan wien een paspoort is afgegeven, blijft den Gouverneur der kolonie voorbehouden.

Artikel 9.

Wanneer een Dominicaansch schip op de kusten van een der Nederlandsche koloniën komt te stranden, neemt, bij afwezigheid of met toestemming van den kapitein, de consul-generaal, consul, vice-consul of consulaire agent, aanwezig ter plaatse van de schipbreuk of van de berging, al de noodige maatregelen tot redding van schip, lading en alles wat daartoe behoort.

Bij afwezendheid van den consul-generaal, consul, vice-consul, of consulairen agent, neemt de Nederlandsche overheid der plaats, waar het schip is gestrand, de maatregelen bij de wetten der kolonie voorgeschreven.

Artikel 10.

De consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten kunnen, voor zoover de uitlevering van deserteurs van Dominicaansche koopvaardij- of oorlogsschepen bij tractaat is bedongen, de hulp der plaatselijke overheid inroepen tot het aanhouden, gevangen nemen en in verzekerde bewaring houden van deserteurs dier schepen. Zij wenden zich te dien einde tot de bevoegde ambtenaren en eischen de gezegde deserteurs schriftelijk op, mits uit de scheepsregisters, monsterrollen of ieder ander authentiek stuk bewijzende, dat de opgeëischte personen behoord hebben tot de manschap. Wanneer de opeisching op deze wijze is gestaafd, wordt de uitlevering toegestaan. De plaatselijke overheid is gehouden gebruik te maken van al de middelen in hare macht, ten einde de uitlevering der deserteurs geschiede. Na hunne aanhouding worden de deserteurs gesteld ter beschikking van de gezegde consulaire ambtenaren, en kunnen, op aanvrage en op de kosten van degenen, die het opeischen, worden opgesloten in de openbare gevangenissen, ten einde te worden gezonden naar de schepen, waartoe zij behooren, of naar andere schepen van dezelfde natie. Indien deze deserteurs echter binnen drie maanden, na den dag hunner aanhouding, niet teruggezonden zijn, worden zij in vrijheid gesteld, en kunnen zij om dezelfde reden niet weder in hechtenis worden genomen.

Het staat echter vast, dat, indien de deserteur bevonden werd eenige misdaad, wanbedrijf of overtreding te hebben gepleegd, zijne uitlevering kan worden uitgesteld totdat de betrokken rechtbank uitspraak hebbe gedaan en deze ten uitvoer gelegd zij.

Artikel 11.

Wanneer een Dominicaansch onderdaan komt te overlijden, zonder bekende erfgenamen of uiterste wilsuitvoerders na te laten, geven de Nederlandsche ambtenaren, die krachtens de wetten der kolonie met het beheer van den boedel zijn belast, daarvan kennis aan de consulaire ambtenaren, ten einde de noodige mededeeling aan de belanghebbende te doen geworden.

Artikel 12.

De Dominicaansche consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten hebben als zoodanig, voor zoover de Dominicaansche wetgeving zulks toelaat, het recht om tot scheidsmannen te worden benoemd in de geschillen, die tusschen de bevelvoerders en de manschap der Dominicaansche schepen mochten ontstaan, en zulks zonder tusschenkomst der plaatselijke overheid, tenzij het gedrag der manschap of van den bevelvoerder van dien aard zij geweest, dat het de orde en de rust van het land kunne storen, of dat de consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten den bijstand inroepen der gezegde overheid, om hunne uitspraken ten uitvoer te leggen of het gezag daarvan te handhaven.

Het staat echter vast, dat deze bijzondere vorm van rechtspleging of van uitspraak door scheidsmannen de twistende partijen het recht niet ontneemt om daarvan, na hunne terugkomst, bij de rechterlijke macht van hun eigen land in hooger beroep te komen, wanneer de wetgeving van dit laatste haar dat recht toekent.

Artikel 13.

De consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten, die geen onderdanen zijn der Nederlanden, noch, op het oogenblik hunner benoeming, als ingezetenen gevestigd zijn in het Koninkrijk der Nederlanden of zijne koloniën, en die bovendien, behalve hun consulair beroep, noch eene betrekking hebben, noch beroep of handel uitoefenen, zijn, voor zoover in de Dominicaansche republiek dezelfde gunsten aan de consuls-generaal, consuls, en vice-consuls der Nederlanden zijn toegestaan, vrijgesteld van de inkwartiering, van de personeele belasting en daarenboven van alle lands- of gemeentelijke belastingen, die worden aangemerkt als van personeelen aard. Deze vrijdom kan zich nimmer uitstrekken tot de in- en uitgaande rechten of andere indirec te of reele belastingen.

De consuls-generaal, consuls, vice-consuls of consulaire agenten, die geen ingezetenen of erkende onderdanen zijn der Nederlanden, maar die, gelijktijdig met hunne betrekking van consul, eenig beroep of eenigen handel mochten uitoefenen, zijn gehouden de lasten te dragen en de rechten en belastingen te voldoen, evenals alle Nederlandsche onderdanen en andere inwoners.

De consuls-generaal, consuls, vice-consuls en consulaire agenten, die onderdanen zijn der Nederlanden, maar aan wie is toegestaan eene consulaire betrekking waar te nemen, door de Dominicaansche Regeering opgedragen, zijn gehouden alle rechten en belastingen van welken aard ook te voldoen.

Artikel 14.

De Dominicaansche consuls-generaal, consuls, en vice-consuls genieten in de Neperlandsche koloniën alle andere voorrechten, vrijstellingen en vrijdommen, die in het vervolg aan de agenten van gelijken rang van de meest bevoordeelde natie mochten worden toegestaan.

Artikel 15.

De tegenwoordige overeenkomst zal van kracht blijven gedurende vijf jaren, te rekenen van de uitwisseling der akten van bekrachtiging, welke zoo spoedig doenlijk zal plaats hebben.

Ingeval geene der contracteerende partijen twaalf maanden vóór het verloop van den gezegden tijd van vijf jaren haar voornemen te kennen geeft, om de werking er van te doen ophouden, zal de overeenkomst gedurende nog een jaar van kracht blijven, te rekenen van den dag, waarop een der beide partijen haar zal hebben opgezegd.

Ten blijke waarvan de wederzijdsche gevolmachtigden de tegenwoordige overeenkomst hebben onderteekend en met hunne wapens bezegeld.

Gedaan te 's Gravenhage, in dubbel, den 1 Mei 1891.

(*L. S.*) (*get.*) HARTSEN.

(*L. S.*) (*get.*) EMANUEL DE ALMEDA.

(*L. S.*) (*get.*) MACKAY.

Voor eensluidend afdruk.

De Secretaris-Generaal van het Departement van Buitenlandsche Zaken,

E. ZILCKEN.

Heeft de opneming daarvan in het Publicatieblad bevolen.

Gedaan te Willemstad, den 18n. Juni 1892.

BARGE.

De Gouvernements Secretaris,

HELLMUND.

Uitgegeven den 25n. Juni 1892.

De Gouvernements Secretaris,

HELLMUND.